

Quels sont les obstacles à la croissance européenne ?

Radio Classique, 24 juin 2003

On dit la défaite orpheline, mais celle que subit l'Europe en matière économique ne manque pas de parents. Beaucoup de facteurs concourent à expliquer son décrochage par rapport aux Etats-Unis : on peut mettre l'accent sur les politiques macroéconomiques, la concurrence, l'innovation. Dans le dernier cahier du Cercle des économistes, nous examinons tour à tour ces différentes explications. Aujourd'hui, je voudrais parler du marché du travail en présentant successivement plusieurs thèses et en disant lesquelles je juge pertinentes.

Première thèse : il y a tellement de rigidités en Europe qu'on ne peut pas y créer d'emplois.

Il est étrange que cette idée soit aussi répandue tant il va de soi qu'elle est factuellement erronée. Au cours des cinq dernières années l'emploi dans l'Europe des quinze a augmenté de 7% quand il n'augmentait que de 5% aux Etats-Unis. Et la France a créé plus d'emplois qu'elle ne l'avait jamais fait.

Deuxième thèse : les pays européens ne savent fonctionner qu'en régime de basse pression, avec un taux de chômage élevé. Dès qu'on descend plus bas que 7 ou 8%, l'inflation remonte.

Il y a un peu plus de vrai dans cette thèse, puisque l'inflation européenne a baissé beaucoup moins vite que celle des Etats-Unis. Mais de nombreux pays européens ont récemment enregistré des taux de chômage de l'ordre de 5% ou moins. Ensuite, même si la thèse était vraie, elle ne permettrait pas de rendre compte de l'écart de croissance entre les deux continents.

Troisième thèse : l'Europe est incapable de mobiliser ses ressources en main d'œuvre. Depuis 1970 la part des 15-64 ans qui ont un emploi a progressé de 9 points aux Etats-Unis, en Europe elle n'a pas augmenté malgré la forte progression de l'activité des femmes.

C'est exact pour le passé : la stagnation du taux d'emploi nous a coûté de l'ordre d'un demi-point de croissance par an depuis 30 ans, ce qui est considérable. Mais c'est moins pertinent pour l'avenir : l'activité ne peut plus guère progresser aux Etats-Unis, elle ne va pas baisser en Europe, où l'on s'attache depuis quelques années à promouvoir l'activité, à reculer l'âge de la retraite, etc... Donc la thèse est juste, mais sa portée prédictive est nulle.

Quatrième thèse : la productivité n'augmente pas assez parce que l'Europe favorise les emplois peu qualifiés.

Il est vrai qu'en vingt ans, les deux continents ont échangé les rôles. Dans les années quatre-vingt, les Etats-Unis créaient beaucoup de McJobs, de petits boulots, et l'Europe, ne créait presque pas d'emplois mais ceux-ci étaient à forte valeur ajoutée. Aujourd'hui c'est l'inverse, et notamment nous encourageons les emplois peu qualifiés par des allègements de cotisations sociales. Cela explique jusqu'à un demi-point de productivité en moins par an.

Cette thèse est factuellement exacte, mais repose largement sur une illusion comptable, qui tient au fait que nous mesurons mal la quantité de travail. Un titulaire du brevet est rarement aussi productif qu'un ingénieur. Le faire entrer dans l'emploi, c'est nécessairement abaisser la production par employé. Ce qui est vrai est que nous avons un grand retard en matière de formation. Mais la solution n'est pas de laisser les moins qualifiés au chômage.

Cinquième et dernière thèse : le tissu des entreprises ne se renouvelle pas assez et cela freine les gains de productivité. L'innovation est un processus d'essai et d'erreur, et pour qu'il fonctionne il faut que les salariés ou les capitaux mobilisés dans les initiatives qui ne débouchent pas soient rapidement réaffectés ailleurs. Dans une économie d'innovation, il faut des marchés des capitaux liquides et des marchés du travail liquides. Tant qu'il s'agissait d'imiter l'économie dominante, le modèle de la grande entreprise engagée dans des projets de long terme était efficace. Aujourd'hui ce modèle n'est plus fonctionnel.

Cette thèse est la plus convaincante. Sa portée ne doit pas être exagérée, parce qu'il y a bien d'autres causes au retard d'innovation européen. Mais elle est préoccupante, parce elle suggère que la contrepartie d'une plus grande stabilité de l'emploi pourrait être une *progression* ralentie de la productivité.

Si c'est vrai, il faut en tirer les conséquences : d'abord reprendre le chantier de la formation professionnelle pour la reconstruire autour des individus et non des entreprises ; ensuite favoriser la mobilité entre les statuts et les secteurs, ou du moins ne pas la décourager ; enfin rouvrir le chantier de la protection de l'emploi en sortant de la fiction selon laquelle l'entreprise serait en mesure de la fournir et, au contraire, en aidant davantage la reconversion des salariés. C'est tout un changement d'approche, dont les lignes directrices ont été données au cours des dernières années par le rapport Boissonat ou le rapport Supiot, et dont on comprend aujourd'hui que son enjeu est autant économique que social.

(cette chronique résume mon article, « Les marchés du travail et la croissance européenne : idées reçues et vraies questions », accessible dans la rubrique publications/emploi)